

cessèrent de se montrer intéressés et, quant à eux, le gouvernement pouvait aller de l'avant et investir autant qu'il voulait dans l'entreprise. A vrai dire, George Weston n'était pas intéressé dans aucune industrie qui rapportait moins de 8 p. 100 de profit.

Par la suite, cet établissement fut vendu à une petite laiterie de Timmins et est maintenant exploité par un tout autre groupe de gens. Ce que je veux dire, c'est que l'agriculteur ne réalise pas 8 p. 100 de profit dans son exploitation, car autrement il n'aurait pas besoin de faire de tels emprunts. Si mon frère avait pu obtenir un rendement de 8 p. 100 de son exploitation, qui se chiffre à près de deux cent mille dollars, je suppose, il aurait payé des impôts considérables sur son revenu des dernières années. Mais il n'y est pas parvenu, pas plus que d'autres agriculteurs. Ils ont dû réinvestir leurs revenus dans leur exploitation et même emprunter davantage pour leur entreprise. La situation est la même pour les petits hommes d'affaires.

L'autre jour, je discutais de la société Kraft avec l'un de ces hommes d'affaires. Il m'a montré les grandes feuilles d'ordinateur envoyées aux épiceriers par le siège social de Toronto. Les produits Kraft qui ont augmenté de prix occupent cinq ou six pages. Il doit changer les prix de ses articles qui figurent sur ces listes. Les prix varient semaine après semaine. J'ai vérifié sur ces listes les prix de certains produits, notamment ceux de Kraft, sur une période de trois semaines; j'ai constaté que dans bien des cas, le même produit avait augmenté de prix à chacune de ces trois semaines.

● (1700)

Les chefs de petites entreprises doivent également avoir de graves ennuis. La plupart des propriétaires de petites épiceries savaient naguère qu'en passant des commandes à la National Grocers ou à Loeb, ils constateraient une hausse de 5 ou 6 p. 100 sur les conserves, de tant sur les viandes, de tant sur les fruits et les légumes. C'était régulier et ils étiquetaient le produit conformément à la facture qu'ils avaient reçue. Mais la chose n'est plus possible maintenant car chaque denrée porte une hausse différente proposée par le fabricant. Je suis persuadé qu'il en va de même dans d'autres domaines. Il y a plusieurs usines de contreplaqué dans ma circonscription et le prix de la colle a augmenté si rapidement qu'un des propriétaires m'a dit que si la hausse se maintient, il ne voit pas pourquoi il garderait son entreprise. Chaque fois que le prix d'un article servant à la fabrication du contre-plaqué augmentait, il devait rédiger à nouveau toutes ses offres à ses clients et la chose n'en valait pas la peine. Des problèmes de ce genre se posent constamment.

Je suis sûr que l'étau coût-prix en fait voir de dures aux pêcheurs aussi et qu'il joue un rôle d'importance en agriculture. Il est juste de dire, je pense, que la plupart des chefs de petites entreprises du pays se montraient très indépendants, dans leurs opinions comme sur le plan politique; la rentabilité de leur entreprise était due bien souvent à leur personnalité et à leurs méthodes d'exploitation. On pourrait en dire à peu près autant de l'agriculteur, qui devenait prospère à cause de ses longues heures de travail et du soin qu'il apportait à son exploitation. Mais ce n'est plus le cas, monsieur l'Orateur. Il ne peut plus, chaque semaine, prendre des décisions avantageuses.

Je reviens à l'exemple de la ficelle, qui a coûté \$225 l'an dernier et qui coûtera environ \$700 cette année. Comment se dédommager dans ce cas ou tenir compte de la chose? Va-t-il demander un montant plus considérable à l'Office de commercialisation? La proportion de protéines dans les

Lois sur les prêts

rations pour vaches laitières à prix raisonnables est tombée de 32 à 16 p. 100 et nous utilisons l'urée comme base des concentrés, parce qu'elle augmente la production. L'agriculteur a modifié ses modes d'exploitation autant que possible, mais il y a bien des choses qui échappent à sa volonté. Un agriculteur aurait tort d'emprunter \$25,000 ou \$50,000 pour étendre son entreprise et pour régler certains de ses problèmes. De fait, il est peu probable que sa ferme produise assez pour lui permettre de rembourser les intérêts et le principal. Il devra probablement rembourser une grosse dette et pourtant son entreprise ne produira que très peu de bénéfices.

Certains agriculteurs de ma région vendent leurs fermes \$450,000, mais je m'inquiète du sort de quelqu'un qui paierait un prix semblable pour se lancer dans l'industrie laitière, puis devrait emprunter encore \$50,000 pour apporter des améliorations. Il échouera probablement, parce que la marge des bénéfices n'est pas assez élevée. Il devra faire un tour de passe-passe pour trouver le moyen de se tirer d'affaire malgré l'augmentation des frais et un revenu relativement fixe.

Je suppose que tous les députés appuieront la mesure, monsieur l'Orateur; de fait, nous devons l'appuyer. J'encourage fortement le ministre à tenir compte de certains des problèmes qui ont été soulevés pendant le débat. Il y a peut-être un meilleur moyen d'aider l'agriculteur que de lui prêter de l'argent. Je sais que le ministre est lui-même un agriculteur et qu'il lui est arrivé de se rendre à la banque pour discuter de son entreprise avec le directeur de la banque. Les directeurs de banque disent souvent aux agriculteurs qu'ils ont tort d'emprunter de l'argent quand ils ne peuvent pas le rembourser. Je félicite le ministre de connaître les problèmes et de prendre les mesures nécessaires. Tout ce que nous puissions faire maintenant, c'est attendre et voir s'il atteindra son objectif. Nous devons encourager les agriculteurs à rester dans le domaine de l'agriculture et nous devons leur permettre de le faire et d'étendre l'agriculture le plus possible au Canada.

Certains économistes américains disent qu'il y aura une telle pénurie d'aliments cet été que cela causera des émeutes. Je ne sais pas si c'est vrai, mais je suis certain qu'il y aura une grande pénurie de produits alimentaires partout dans le monde cet été et qu'une bonne partie des consommateurs du Canada en souffriront. Ils n'auront pas l'argent pour acheter les denrées dont ils ont besoin. Il est temps que nous prenions position par rapport aux chaînes d'alimentation. Si nous voulons vraiment arriver à subvenir à nos propres besoins alimentaires, il faut concerter nos efforts dans tous les domaines. Peut-être qu'on ne s'en rend pas bien compte, mais même pour ce qui est du sucre, dont il a été question tout à l'heure, nous pourrions facilement subvenir à nos besoins. Pour le moment, nous ne produisons qu'environ 15 p. 100 de notre consommation de sucre, mais si le gouvernement garantissait le cours du livrable aux producteurs de betterave sucrière et venait en aide au rétablissement des usines canadiennes de raffinage, nous pourrions facilement produire tout ce que nous consommons.

Je sais que le ministre n'obtient pas beaucoup de collaboration des transformateurs canadiens, mais il a maintenant une magnifique occasion d'intervenir et d'exercer un certain contrôle sur les chaînes alimentaires. Le Canada peut être un grand producteur agricole s'il oriente bien son action. La condition essentielle est d'avoir une population agricole vigoureuse et prospère et c'est pourquoi nous devons octroyer plus de fonds sous forme de prêts bancaires garantis.